

LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE AU SERVICE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**LES PAYS
AFRICAINS
PEUVENT ACCROÎTRE
LES RECETTES PUBLIQUES
DE 12 à 20 % DU PIB**

**EN ADOPTANT
UN CADRE
D'ACTION
VISANT
À RENFORCER
LA MOBILISATION
DES RECETTES
DANS CINQ
DOMAINES
CLÉS**

- 1** OPTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE
- 2** OPTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE FISCALE
- 3** OPTIONS EN MATIÈRE DE RECETTES NON FISCALES.
- 4** OPTIONS EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION FISCALE
- 5** OPTIONS CONCERNANT LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE



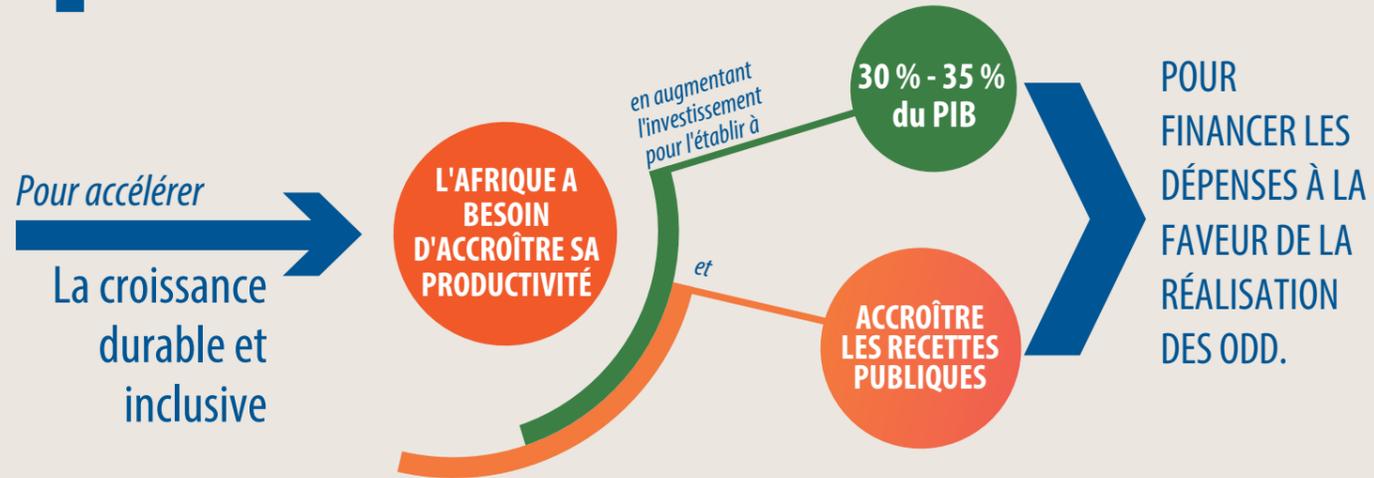
Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

2019

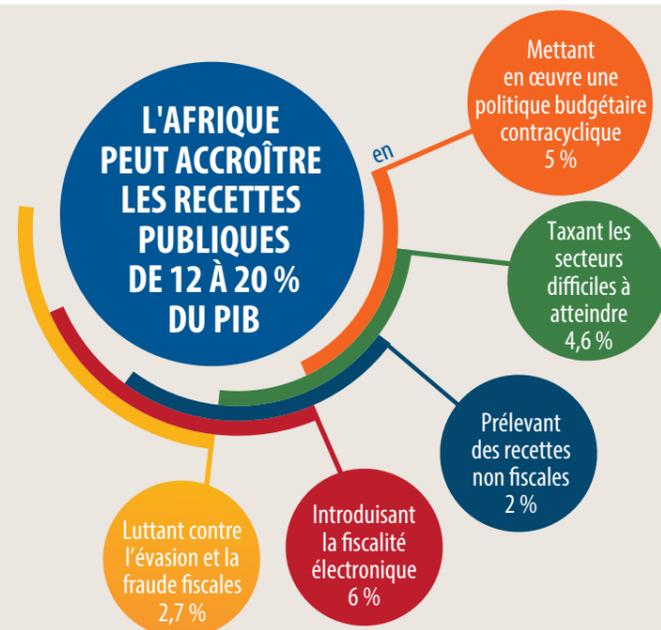
MESSAGES CLÉS

LES **CINQ** MESSAGES CLÉS DU RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2019

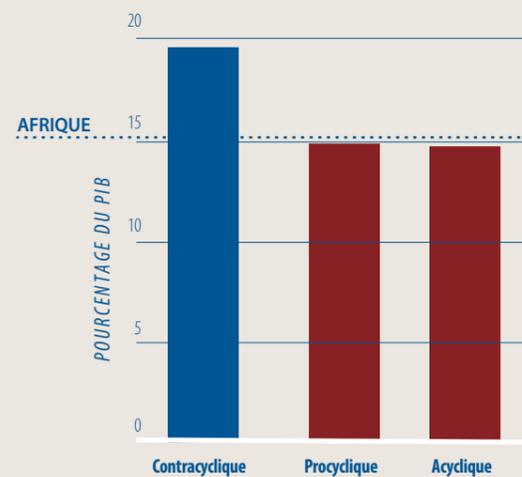
1 LA TRANSITION VERS L'AFRIQUE QUE NOUS VOULONS EST POSSIBLE



2 L'AFRIQUE PEUT ACCROÎTRE LES RECETTES PUBLIQUES DE 12 À 20% DU PIB

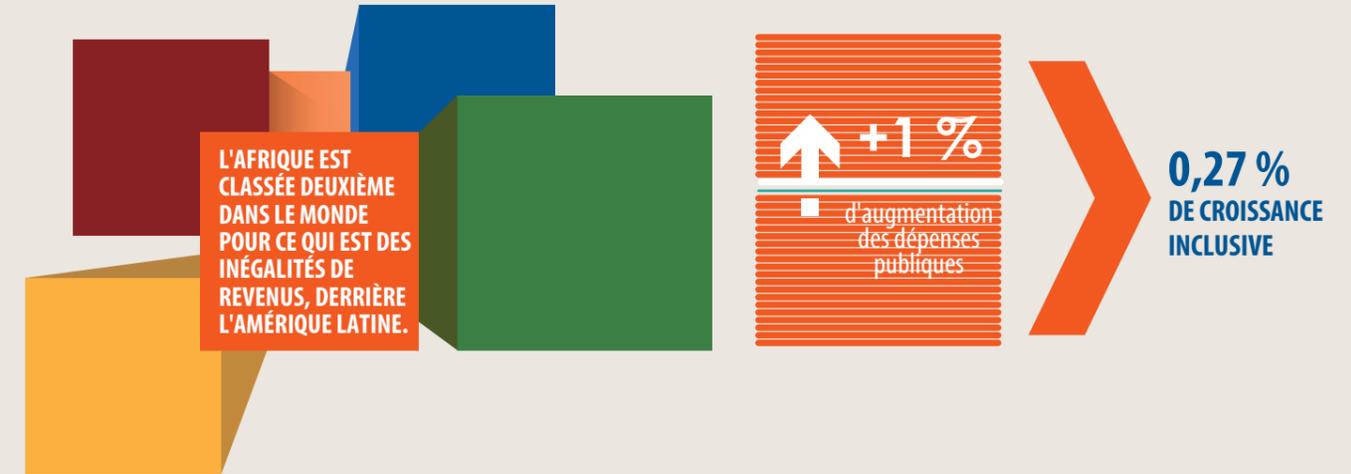


RATIO MOYEN IMPÔTS/PIB EN AFRIQUE SELON L'ORIENTATION BUDGÉTAIRE POUR LA PÉRIODE 2010-2015

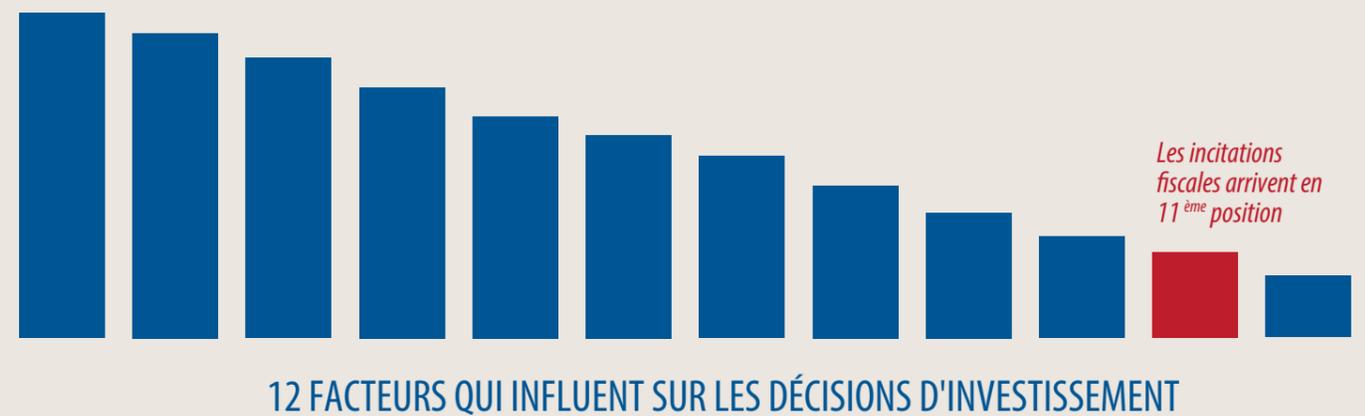


Source: Basé sur les données de UNU-WIDER (2018).

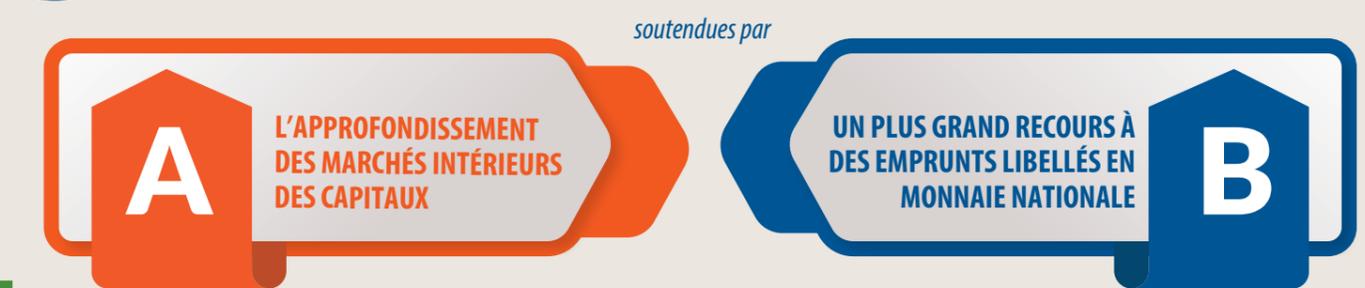
3 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE POURRAIT FAVORISER UNE CROISSANCE INCLUSIVE EN AFRIQUE



4 LA RÉDUCTION DES IMPÔTS N'A PAS D'INFLUENCE SIGNIFICATIVE SUR L'INVESTISSEMENT

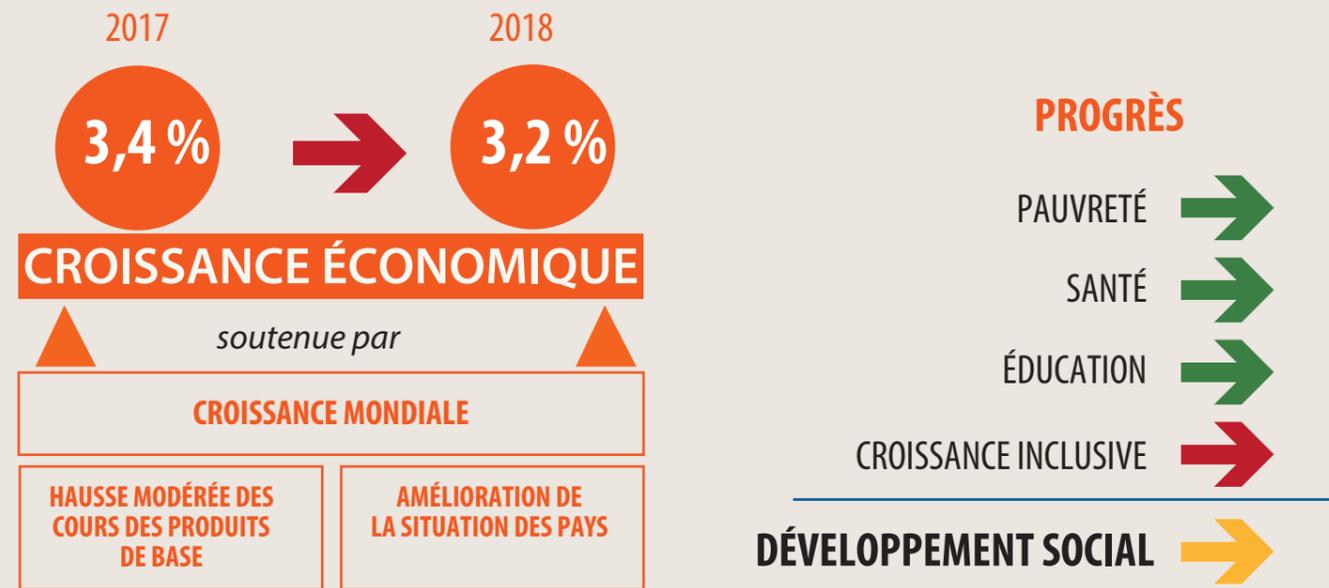


5 STRATÉGIES POUR UNE MEILLEURE GESTION DE LA DETTE



PRINCIPALES CONSTATATIONS

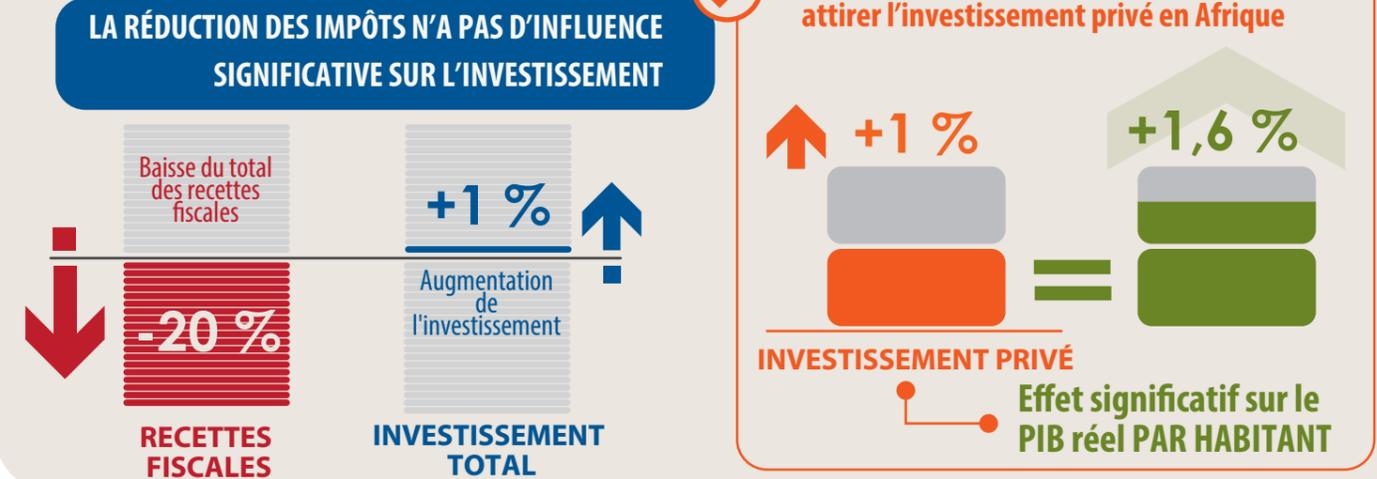
1 LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE A FAVORISÉ LES BONS RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE, MAIS LES PROGRÈS DU CONTINENT EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL SONT LENTS.



2 EN 2018, LA MOYENNE AFRICAINE DES RECETTES PUBLIQUES EN POURCENTAGE SE SITUAIT À 21,4 % DU PIB ET LE POURCENTAGE DES RECTTES FISCALES À 14,6 %. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE PEUT ÊTRE UN POINT D'ANCRAGE POUR LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET LA CROISSANCE DURABLE.



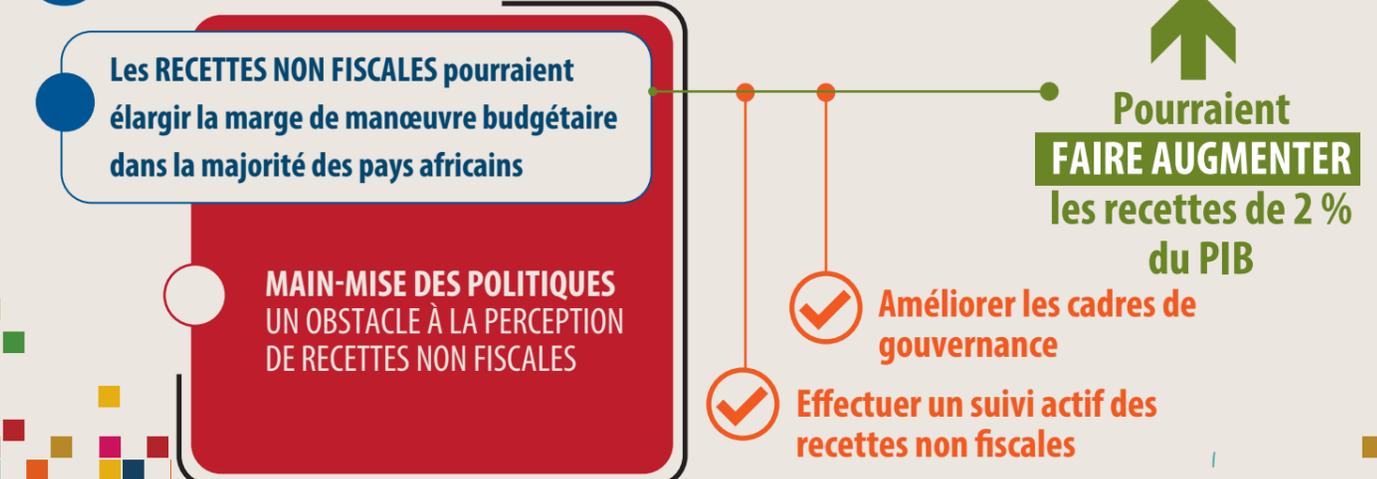
3 LES RÉDUCTIONS DE L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS OFFRENT PEU D'INCITATIONS À L'INVESTISSEMENT



4 LES IMPÔTS INDIRECTS ONT ÉTÉ LA PRINCIPALE SOURCE DE RECETTES FISCALES



5 L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU RECOUVREMENT DES RECETTES POURRAIT ACCROÎTRE CONSIDÉRABLEMENT LES RECETTES NON FISCALES



6

LA NUMÉRISATION ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POURRAIENT RENFORCER LE RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET RÉDUIRE LES COÛTS ADMINISTRATIFS.

Les **RÉFORMES DE L'ADMINISTRATION FISCALE** ont été parmi les réformes fiscales les plus réussies en Afrique au cours des deux dernières décennies.

Gains potentiels substantiels

Introduction de la taxation électronique :

Rwanda • **A augmenté ses recettes de l'ordre de 6 %**

Afrique du Sud • **A réduit les coûts de vérification du respect des obligations de 22,4 % et diminué de 21,8 % le délai de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée**

AMÉLIORATION DU CIVISME FISCAL

- ↓ COÛTS DE VÉRIFICATION DU RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES
- ↓ COÛTS DE PERCEPTION DES IMPÔTS
- ↑ ASSIETTE FISCALE

- ✓ Administrations fiscales semi-autonomes
- ✓ Utilisation des technologies de l'information

7

L'ÉROSION DE LA BASE D'IMPOSITION ET LE TRANSFERT DES BÉNÉFICES SONT DES SOURCES MAJEURES DE PERTES DE RECETTES

Les principaux moyens d'évasion et de fraude fiscales dans le secteur des ressources naturelles en Afrique

- Recours à des incitations fiscales non stratégiques
- Failles dans les conventions relatives à la double imposition
- Difficultés à appliquer efficacement le principe de pleine concurrence dans la réglementation des transactions intragroupe
- Inclusion de clauses de stabilité budgétaire dans les contrats
- Manque de coordination et de partage des informations entre organismes gouvernementaux



ÉLIMINER
L'ÉROSION DE LA BASE D'IMPOSITION

Pourrait **ACCROÎTRE LES RECETTES FISCALES** en Afrique d'environ **2,7 %** du PIB

SIX DOMAINES CLÉS POUR ACCROÎTRE LES RECETTES PUBLIQUES

1

OPTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE

L'ancrage de la politique budgétaire dans les stratégies nationales de financement à moyen terme pourrait permettre aux pays africains de tirer pleinement parti du potentiel de l'ensemble des recettes publiques - fiscales et non fiscales - au service d'une croissance accélérée et soutenue, fondée sur la stabilité macroéconomique.

Pour préserver la stabilité macroéconomique, les pays doivent aligner leur politique budgétaire sur le cycle économique, en améliorant la mobilisation des recettes et en réduisant les dépenses afin de limiter les pressions liées à l'offre, tout en réduisant les impôts et en augmentant les dépenses lorsque l'activité économique ralentit.

ALIGNER LA
POLITIQUE BUDGÉTAIRE
SUR LE
CYCLE ÉCONOMIQUE



2

OPTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE FISCALE



Les gouvernements africains doivent élargir l'assiette fiscale en soumettant à l'impôt des secteurs difficiles à taxer, notamment l'agriculture, l'économie informelle, l'économie numérique et le secteur des ressources naturelles. Les pays doivent réévaluer les incitations fiscales et supprimer celles qui ne répondent pas à l'objectif visé. Limiter le recours aux incitations fiscales dans les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles pourrait enrayer l'évasion fiscale et améliorer la perception des recettes.

3

OPTIONS EN MATIÈRE DE RECETTES NON FISCALES

Investir dans de meilleures méthodes et techniques de collecte des données pourrait renforcer le suivi du recouvrement des recettes non fiscales et des cas de non-déclaration. Le recouvrement des recettes non fiscales peut être amélioré par la mise en place d'institutions solides dotées d'un haut niveau d'expertise, la construction de nouvelles infrastructures et l'établissement d'une coordination efficace entre les gouvernements centraux et les collectivités locales.

LE RECOUVREMENT DES RECETTES NON FISCALES PEUT ÊTRE AMÉLIORÉ PAR :

01 DES INSTITUTIONS SOLIDES

02 DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES

03 UNE COORDINATION EFFICACE DU GOUVERNEMENT

4 OPTIONS EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION FISCALE

La réforme des systèmes d'administration fiscale au moyen de la numérisation et d'autres technologies de l'information pourrait accroître la mobilisation des recettes. Les pays qui ont numérisé leur administration fiscale ont augmenté les taux de respect des obligations fiscales et économisé sur les coûts de vérification dudit respect. Le déploiement des technologies numériques doit s'accompagner d'un renforcement des capacités des décideurs et des collecteurs d'impôts sur la manière de tirer parti des données générées par la numérisation pour des évaluations plus efficaces.

NUMÉRISATION



Taux de respect des obligations



Coûts de vérification du respect des obligations

5



OPTIONS CONCERNANT LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES

Les pays africains devraient renforcer leur surveillance du secteur des ressources naturelles. Ils pourraient envisager une approche plus équitable et moins difficile sur le plan administratif pour évaluer la part des bénéfices des sociétés multinationales à imposer (par exemple, en fonction de la part des ventes ou d'autres variables), ou ils pourraient baser les impôts sur des variables qui sont plus difficiles à manipuler que le revenu des sociétés. Dans le même temps, les gouvernements doivent combler les lacunes pour faire échec à l'érosion de la base d'imposition et au transfert des profits.

6 OPTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA DETTE

La nouvelle dynamique de la dette publique en Afrique exige l'adaptation des stratégies et des cadres de viabilité de la dette aux portefeuilles de dette actuels. Il s'agit notamment d'améliorer la mobilisation des recettes pour rationaliser le service de la dette et réduire les emprunts à long terme. Il sera important de rééquilibrer les cadres budgétaires et directifs pour maintenir la stabilité des flux de recettes et de dépenses dans l'économie et soutenir les politiques visant à atteindre les objectifs de développement durable.

